

texte de « renoncement à reconstruire pièce à pièce un parti ouvrier », alors que nous avons parlé de l'impossibilité de reconstruire un mouvement ouvrier calqué sur le modèle du mouvement réformiste, avec son système propre de syndicats et de tendances. Notre remarque portait sur le type de travail de masse à faire, Roger en déduit le refus pur et simple de construire un parti ; c'est un glissement d'importance. Le même Roger souligne que dans notre texte, la classe ouvrière est **chaque fois** dénigrée alors qu'il serait fait « un éloge constant » de la petite bourgeoisie ; il s'agit là d'une interprétation très libre qui en appelle à l'indignation morale des camarades au lieu de prendre la peine d'argumenter et de prouver. Roger toujours va très loin dans ses lectures déformées en prétendant que, dans le texte 30, la 8<sup>ème</sup> armée de marche chinoise et les Tupamaros sont « pris en exemple », alors qu'ils ne sont que cités comme illustration d'un problème particulier : celui des rapports entre certaines forces sociales et les formes militaires que prend la lutte de classe. Ce n'est pas une mince nuance. Roger enfin qualifie de « **changement complet d'orientation** » les deux constatations selon lesquelles « nous ne pouvons pas nous en remettre au schéma de grève générale insurrectionnelle » et l'organisation doit être « l'avant-garde politique et militaire du prolétariat ». Il s'agissait pour nous d'évidences bonnes à rappeler. Si de telles évidences constituent un changement complet d'orientation, l'orientation antérieure à laquelle il est fait référence à de quoi inquiéter, à moins qu'elle n'ait existée que dans la tête de quelques camarades.

3) Nous sommes globalement d'accord avec le contenu politique du texte 34 de Clélia, Radot et Sterne. Mais pas avec la démarche. Ces camarades se placent du point de vue du fléau d'une balance imaginaire. Une telle position suppose d'abord que l'on soit flanqué de plateaux égaux, équidistants du centre. Si cette belle symétrie n'existe pas, CRS ne se gêne pas pour la construire. Ainsi, ils dégagent deux composantes dans la crise du stalinisme : la radicalisation de la jeunesse et la différenciation au sein de la classe ouvrière. Une déviation de gauche résulterait de la surestimation du premier facteur, et une déviation de droite d'une interprétation du second insistant sur le rôle des vieux cadres organisateurs. Cette trouvaille a le tort d'être une pure invention, fautive jusqu'à l'os. S'il y a désaccord avec Roger, il porte globalement sur l'analyse de la radicalisation de la jeunesse (BI 24 et 25) et sur celle de la différenciation dans la classe (BI 33). La clarification que CRS prétendent ainsi apporter noie les problèmes et les pousse à tirer parti de mauvais arguments. Eux aussi parlent de notre « référence aux tupamaros », en oubliant que l'article dans Rouge sur Terrorisme et Communisme citait l'autocritique des Tupas et avançait même une interprétation de tendances au banditisme social urbain qui lui a valu bien des accusations de sectarisme. En revanche, il aurait été plus juste et plus efficace de la part de CRS d'attaquer la fonction que peut jouer le BI 30 dans l'organisation en servant de pôle à tous ceux qui manifestent un intérêt prioritaire à « tout ce qui bouge autour du mouvement ouvrier ». Il aurait été plus sérieux d'analyser réellement les tentations ultragauches présentes dans notre texte, que de bâtir des caricatures à prétentions pédagogiques. Ceci dit nous persistons à penser que les positions de CRS concer-

nant les différenciations dans l'avant-garde ouvrière, l'analyse des cadres organisateurs, les critiques aux conceptions de Roger en la matière, déterminent un terrain commun à nos positions.

## II - SUR LA QUESTION DE LA VIOLENCE

1) L'essentiel sur ce point nous paraissait de battre en brèche « le fatalisme révolutionnaire » dénoncé par Trotsky dans les problèmes de la guerre civile (citation reprise dans l'explication de vote de Jebracq, BI 36). Et d'en finir avec les idéologies qui conçoivent la révolution davantage comme une attitude morale que comme une tâche pratique ; ou encore qui continuent à l'envisager par PC interposé.

2) Nous n'avons fermé la porte à aucune hypothèse stratégique. Nous avons surtout souligné qu'une certaine image classique, ou prétendue telle, de la crise révolutionnaire passe sous silence les aspects essentiels du processus révolutionnaire qui l'a préparée : travail militaire permanent des bolchévicks contre la volonté des menchévicks majoritaires dans le parti au lendemain de 1905, développement social du terrorisme, préparation des milices et insurrections partielles en Espagne avant 1936.

3) Nous n'avons pas, comme le dit abusivement le texte de la tendance Michelet, parlé de guerre révolutionnaire prolongée. Le terme même n'y figure pas. Nous savons que le schéma stratégique de la guerre révolutionnaire prolongée suppose une base sociale rurale permettant la constitution de la dualité de pouvoir à partir de zones libérées. La lutte armée urbaine, en dehors de la crise révolutionnaire même, ne peut aboutir à la constitution de zones libérées donnant une base économique, sociale et militaire à une armée populaire de masse. Ou bien elle tient lieu d'appui tactique à une guérilla rurale, ou bien d'appui tactique au travail de masse du parti dans la classe. Dans ce cas, il ne peut être question de développer une armée populaire de masse ; c'est pourquoi l'ERP peut difficilement prétendre devenir autre chose que le bras armé du parti. L'absence de clarté sur ce point a pesé négativement dès le départ dans la pratique et l'idéologie du PRT. Le rôle de la violence révolutionnaire consciente étant rétabli en ce qui concerne le processus pré-révolutionnaire, il nous apparaît important de réaffirmer que le schéma de grève insurrectionnelle comme forme spécifique de la crise dans les pays industrialisés, reste correct.

4) En revanche, si nous ne présentons pas une guerre révolutionnaire prolongée comme préalable à la conquête du pouvoir, nous insistons sur l'improbabilité de voir une victoire révolutionnaire rapide (par grève générale par exemple) se consolider sans passer par une phase de guerre civile. Il ne s'agit pas en cela de lire dans le marc de café, mais de bien se pénétrer du rôle propre du parti aux différents moments du processus révolutionnaire, tant celui de l'insurrection que celui de ses lendemains. D'autant plus qu'en France la tradition légaliste est incomparablement plus ancrée que dans la Russie de 17 ou l'Espagne de 36. Sur ce point, nous sommes en désaccord avec le texte de la tendance Michelet qui réduit le stalinisme à une présence réformiste ordinaire dans la classe, faisant ainsi abstraction des caractéristiques historiques et internationales qui font sa force.